

Il faudrait arriver à un accord à Kyoto, puisqu'il existe un consensus international sur le fait que les actions de l'homme ont un effet évident sur le climat de la planète. Cet effet peut être néfaste pour les écosystèmes et se répercuter sur l'approvisionnement alimentaire, les ressources en eau et la santé. On prévoit que le changement climatique apportera au Canada, pays de l'hémisphère nord, de plus fortes hausses de température qu'à la plupart des pays du monde.

Le changement climatique est un problème mondial; il ne peut être réglé uniquement par les pays industrialisés, car les émissions des pays en rapide développement augmentent de façon sensible. Toutes les parties à la Convention sur les changements climatiques devront prendre des mesures pour réduire la quantité des émissions de gaz à effet de serre si l'on veut parvenir à stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui ne nuira pas au système climatique, comme s'en est donné pour objectif la Convention.

Le dioxyde de carbone, issu de la combustion de substances fossiles, est le principal facteur des émissions de gaz à effet de serre. En raison du rôle prépondérant que tiennent encore les combustibles fossiles dans le développement économique, on craint de plus en plus qu'un accord sur des objectifs et des calendriers ayant force obligatoire n'impose d'énormes rajustements sociaux et économiques aux pays en développement. Réduire la consommation de combustibles fossiles au Canada représente tout un défi, notamment en raison de sa masse continentale, de son climat froid, de ses industries consommatrices d'énergie et de ressources naturelles, de son taux de croissance démographique relativement élevé et de sa prospérité économique.

Bien que des progrès aient été accomplis dans la réduction des émissions, les pronostics actuels laissent croire que, à moins de mesures additionnelles, les émissions de gaz à effet de serre par le Canada seront, en 2000, d'au moins 8 p. 100 supérieures à celles de 1990. La plupart des autres pays ne pourront pas non plus honorer l'engagement pris à Rio. Il faudra s'associer avec l'industrie, les organisations non gouvernementales, les provinces et le public pour trouver des solutions rentables. À la réunion mixte des ministres de l'Énergie et de l'Environnement qui s'est tenue à Toronto en décembre 1996, les ministres ont convenu de continuer à renforcer les actions en vue de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Eau douce et développement

La demande pour une eau douce abondante et de qualité est, de jour en jour, en train de devenir un important enjeu environnemental, économique et social, en particulier dans le monde en développement. Plus de 1,2 milliard d'êtres humains n'ont pas d'eau potable, et plus de 2,9 milliards n'ont pas d'installations sanitaires convenables, d'où la propagation de maladies